

CONVENTION CONCERNANT L'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE EN MATIERE FISCALE

STE n° 127 - Strasbourg, 25.I.1988, telle qu'amendée par le Protocole de 2010

SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES

Compilation des Déclarations actuellement en vigueur (*) concernant

Annexe A - Impôts auxquels s'applique la Convention (Article 2).	X
Annexe B - Autorités compétentes (Article 3).	X
Annexe C - Définition du terme "ressortissant" aux fins de la Convention (Article 3).	X

Déclarations consignées dans l'instrument de ratification déposé auprès du Secrétaire Général de l'OCDE le 31 août 2016 - Or. angl. (en vigueur depuis le 1er décembre 2016)

ANNEXE A – Impôts auxquels s'applique la Convention :

- . **Article 2, paragraphe 1.a.i:** Impôt sur le revenu.
- . **Article 2, paragraphe 1.a.ii:** Impôt sur les sociétés.

ANNEXE B – Autorités compétentes

Le Département des recettes intérieures ou un représentant autorisé qui peut être désigné par le Ministre chargé des Finances.

ANNEXE C – Définition du terme "ressortissant" aux fins de la Convention

Toute personne physique possédant la nationalité ou la citoyenneté de Saint-Vincent-et-les-Grenadines et toute personne morale, partenariat, association ou autre organisation dont les statuts en tant que tels proviennent des lois en vigueur à Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

(*) Situation au 1er Janvier 2021. Pour une Chronologie complète des déclarations, veuillez consulter notre site, rubrique [Recherches](#).
Source : Bureau des Traités du Conseil de l'Europe sur <http://conventions.coe.int>